

# LE “WALLENBERG PORTUGAIS” : ARISTIDES DE SOUSA MENDES

---

par Rui AFONSO

C'est une triste vérité que le mal a presque toujours meilleure presse que la bonté. Beaucoup de Français ont entendu parler de Maurice Papon, mais très peu de Français connaissent le nom d'Aristides de Sousa Mendes. Est-ce à cause du fait qu'il sauva plus de 10 000 vies menacées par le nazisme au lieu d'être responsable de beaucoup de morts que ce représentant diplomatique du Portugal à Bordeaux a été presque complètement oublié ? L'homme injuste a pris sa place dans la mémoire collective d'une nation, et l'homme juste a été condamné à l'oubli.

Aristides de Sousa Mendes, âgé de 54 ans, était consul général du Portugal à Bordeaux quand éclata la Seconde Guerre mondiale en septembre 1939.<sup>1</sup> Le déclenchement de la guerre mena à une augmentation de demandes de visas portugais, surtout par des réfugiés juifs et antifascistes exilés en France, qui craignaient une invasion allemande. Pour faire face à cette nouvelle situation, le ministre des Affaires étrangères du Portugal

---

*N.B.* L'auteur et l'éditeur tiennent à remercier Madame Christiane Pignan, Madame Béatrice de Varine et l'association "Interaction France-Portugal" pour les avoir aidés dans ce travail.

\* Rui Afonso est né en 1951 au Portugal. Il vit au Canada et est biographe d'expression anglaise. Il est citoyen canadien et portugais. Il a fait ses études aux universités de Toronto, Strasbourg et Lisbonne (l'Université Classique de Lisbonne). Il a aidé à rédiger la loi qui a réhabilité Aristides de Sousa Mendes au Portugal en 1988. Ses articles sur Mendes ont paru dans la presse internationale. Il a publié deux livres sur Mendes : *Injustiça (Injustice)* et *Um Homem Bom (Un homme bon)*.

1. Pour plus de détails biographiques sur Mendes, cf. les deux livres de l'auteur, *Um Homem Bom (Un homme bon)*, tr. António Pescada (Lisbonne : Caminho, 1995) et *Injustiça (Injustice)*, tr. António Pescada (Lisbonne : Caminho, 1990). On peut également consulter l'ouvrage récent de José-Alain Fralon : *Aristides de Sousa Mendes – Le Juste de Bordeaux*, éd. Mollat, Bordeaux, 1998.



Aristides de Sousa Mendes dans les années 20.  
Crédit : Rui Afonso.



Aristides de Sousa Mendes et son épouse Angelina, année 1940.  
Crédit : Rui Afonso.

émit de nouveaux règlements pour la délivrance de visas. Les nouvelles directives étaient le sujet de la circulaire n° 14, datée du 11 novembre 1939 et signée par le secrétaire général du ministère, Teixeira de Sampaio, “pour le Ministre”.<sup>1</sup> Le “Ministre” était le dictateur portugais Salazar.

Selon cette circulaire, l’objectif principal des nouveaux règlements était d’éviter “des abus et des facilités” que la police politique portugaise considérait comme “inconvenients ou dangereux”.<sup>2</sup> Désormais, les visas ne seraient pas délivrés à certaines catégories de réfugiés sans la pré-autorisation du ministère. Parmi les nouveaux parias se trouvaient des étrangers dont la citoyenneté était “indéfinie, contestée ou en litige” ; des apatrides ; des “porteurs de passeports Nansen” délivrés par la Ligue des Nations ; des “Russes” ; des Juifs “expulsés des pays dont ils détenaient la citoyenneté” ou expulsés des pays où ils résidaient ; et toute personne dans l’impossibilité de “retourner librement au pays d’où elle [venait]”<sup>3</sup>

Pour Mendes, comme pour tout autre diplomate portugais, les cibles de ces restrictions étaient claires : les Juifs et les antifascistes des pays déjà pris par les Allemands, c’est-à-dire les réfugiés d’Allemagne, de Tchécoslovaquie, d’Autriche et de Pologne.

Mendes trouvait les nouveaux règlements à la fois inhumains et racistes. Ils troublaient sa conscience de catholique pratiquant et de dévot. Avocat de formation, Mendes considérait les règlements comme anticonstitutionnels. L’idée d’être obligé de demander aux fugitifs du régime hitlérien s’ils étaient Juifs lui répugnait, à lui, diplomate de trente ans de carrière.

Dans ce qui furent apparemment des cas isolés, Mendes commença à contourner et à violer les nouveaux règlements. C’est ce qui se produisit avec l’intellectuel autrichien Arnold Wiznitzer.<sup>4</sup> D’une manière assez illogique, la France avait réagi au déclenchement de la guerre par l’Allemagne en internant des fugitifs du fascisme allemand qui s’étaient réfugiés en France. Parmi eux, se trouvait Wiznitzer. Rabbín formé par l’École théologique israélite de Vienne, Wiznitzer avait fait des études non seulement en théologie mais aussi en histoire, philosophie et philologie romaine à l’université de Vienne, dont il était docteur.<sup>5</sup> Craignant l’internement, Wiznitzer alla voir le consul du Portugal à Bordeaux.

---

1. Procès disciplinaire d’Aristides de Sousa Mendes do Amaral e Abranches, Archives du ministère des Affaires étrangères portugaises (Lisbonne), feuilles 75-77.

2. *Ibid.*, feuille 75.

3. *Ibid.*, feuille 76.

4. *Ibid.*, feuille 74.

5. José Honório Rodrigues, “Explicação”, *O Livro de Atas das Congegações Judaicas*, édition établie par Arnold Wiznitzer (Rio : Biblioteca Nacional, 1955), p. I.

Pourquoi ? Selon une réfugiée autrichienne qui reçut des visas de Mendes, la rumeur circulait à Bordeaux que Mendes délivrait des visas de transit aux réfugiés autrichiens.<sup>1</sup> Avec un tel visa de transit et un visa d'immigration pour un pays d'outre-mer, Wiznitzer ne serait pas interné et sa femme et son enfant ne seraient pas laissés, comme il le dirait plus tard à Mendes, sans protecteur dans un pays dont ils ne parlaient même pas la langue.<sup>2</sup> Patriarche d'un petit clan de douze enfants, Mendes compatit tout de suite pour le père de famille et lui délivra son visa de transit le 21 novembre 1939, sans demander la pré-autorisation du ministère. Bien que ce soit difficile à confirmer soixante ans après les faits, il semble au moins possible que le rabbin Wiznitzer ait intercédé auprès de Mendes au nom de certains de ses compatriotes et coreligionnaires, à la manière d'un autre rabbin, comme on le verra.

Ces irrégularités dans la délivrance de visas ne se limitaient pas à des visas pour réfugiés juifs. Ce que Mendes fit pour Arnold Wiznitzer, il le fit aussi pour le médecin et professeur de médecine Eduardo Neira Laporte, Basque, commandeur médical de l'armée républicaine espagnole et chef de la communauté de réfugiés espagnols républicains à Rivière, commune des Landes.<sup>3</sup> Le visa non autorisé fut délivré le 3 février 1940. Encore une fois, il s'agit non seulement d'un individu mais aussi d'un chef de communauté, et on a raison de croire que Neira Laporte ne fut peut-être pas le seul réfugié espagnol républicain à recevoir un visa de Mendes.

Les irrégularités commises par Mendes en délivrant des visas à Arnold Wiznitzer et à Eduardo Neira Laporte furent détectées par la police politique portugaise une fois que ces réfugiés et leurs familles arrivèrent au Portugal. Les tentatives de Mendes de justifier ses actes en insistant sur le bon caractère des deux anciens professeurs d'université n'eurent aucun effet. Dans une lettre du 24 avril 1940, le secrétaire général du ministère, Teixeira de Sampaio, écrivant "au nom du Ministre", Salazar, rappelait à Mendes qu'il s'agissait de violations sérieuses de règlements et qu'une troisième infraction serait considérée comme de la désobéissance flagrante et mènerait inéluctablement à un procès disciplinaire.<sup>4</sup>

Mendes savait très bien qu'il ne s'agissait pas de vaines menaces. Il avait des ennemis dans le ministère qui auraient bien aimé lui nuire. Parmi

---

1. Heddy Gingold, *The Lucky Village*, tr. Norbert Gingold (San Francisco : San Francisco Children's Opera, 1985), p. 22.

2. Procès disciplinaire de Mendes, feuille 74.

3. *Ibid.*, feuilles 68-71 verso.

4. *Ibid.*, feuille 71, 71 verso.

ceux-ci figuraient le secrétaire général et le chef du bureau des Affaires économiques et consulaires du ministère, le comte de Tovar. Les raisons de cette animosité remontaient à 1932 quand le frère jumeau identique de Mendes, César, avait été choisi comme ministre des Affaires étrangères par Salazar. César Mendes avait essayé de réformer le ministère en limogeant des diplomates et de hauts fonctionnaires comme le secrétaire général. César Mendes n'avait pas réussi dans ses objectifs et il avait été démis par Salazar. C'était maintenant le tour de personnes comme le secrétaire général de se venger de César en attaquant son frère.<sup>1</sup>

La situation militaire rendit le dilemme de Mendes encore plus poignant. Le 10 mai 1940, les Allemands envahirent la Hollande, le Luxembourg, la Belgique et la France, dans une opération massive et rapide.

Les bombardements de villes importantes comme Bruxelles, Lille, Reims, Clermont-Ferrand, les attaques contre les populations civiles, la propagande allemande, qui visait à répandre les rumeurs les plus affolantes, tout cela instaura un climat de panique générale, qui fut suivi par la fuite. La grande-duchesse de Luxembourg, les ministres de son gouvernement et soixante-dix mille de leurs compatriotes prirent le chemin de l'exil. Cinquante mille réfugiés hollandais, deux millions d'évacués belges s'ajoutèrent aux millions de Français qui se mirent eux aussi sur la route. Beaucoup de ces Français et étrangers en fuite se dirigèrent vers le sud-ouest de la France. Les plus désespérés parmi eux essayaient par tout moyen de gagner la ville portuaire de Bordeaux ou le poste frontière d'Hendaye.

Comme d'autres résidents de la capitale de la Gironde, Mendes suivait avec inquiétude le progrès de la guerre et son effet dévastateur sur les populations civiles. Malgré la censure militaire, les journaux locaux, tels que *La Petite Gironde* et *La France de Bordeaux et du Sud-Ouest*, rapportaient le bombardement de cibles civiles et publiaient des photos de décombres. Quatre jours après le déclenchement des hostilités, *La Petite Gironde* signalait déjà, à sa première page, l'arrivée à Paris d'un nombre massif de réfugiés belges qui dénonçaient "la barbarie" de l'aviation allemande. L'article parlait du bombardement d'écoles rurales et de trains de réfugiés.

Les premières vagues de réfugiés atteignirent la gare St-Jean à Bordeaux le 15 mai et l'assaut du consulat du Portugal commença. La position stratégique du consulat, au numéro 14 du quai Louis-XVIII, était

---

1. Sur la carrière de César Mendes, le livre de l'auteur, *Injustiça*, tr. António Pescada (Lisbonne : Caminho, 1990), p. 30-40.

idéale pour les demandeurs de visas. Le consulat se trouvait juste à côté de la place des Quinconces, un vaste espace où des réfugiés commençaient déjà à camper.

Le nombre de réfugiés à Bordeaux augmentait au fur et à mesure que la situation militaire se détériorait. L'armée allemande perça les lignes françaises à Sedan dès le 14 mai et à partir de ce moment-là ce fut le déclin de la défense française. Le lendemain, dans une conversation téléphonique avec le Premier ministre anglais Churchill, le Président du conseil, Paul Reynaud, parlait déjà de défaite imminente.<sup>1</sup> Le discours de Paul Reynaud à la radio nationale le 16 mai, exhortant les Français et plus particulièrement les journalistes à ne pas donner croyance aux rumeurs alarmantes et aux propos défaitistes, ne rassura pas tout le monde.

Les journaux ne firent aucun cas des suggestions de Reynaud et continuèrent à contourner la censure militaire. Le lendemain du discours de Reynaud, *La France* de Bordeaux publia des photos d'édifices bombardés à Bruxelles et à Namur. Le journal signalait que les Allemands n'épargnaient pas les villes ouvertes.

Le même jour, le 17 mai, le ministre des Affaires étrangères du Portugal, Salazar, envoya un télégramme à toutes les missions diplomatiques portugaises en France interdisant la délivrance de visas à qui que ce soit sans la pré-autorisation du ministère.<sup>2</sup> Mendes se trouva les mains liées.

Il était réduit à envoyer des télégrammes et à attendre des réponses qui tardaient à venir et étaient négatives la plupart du temps quand elles arrivaient.

À partir du 19 mai, l'affluence de réfugiés à Bordeaux devint un véritable siège. Le maire de Bordeaux, André Marquet, protégé de Pierre Laval, fut contraint d'ouvrir un centre d'accueil pour réfugiés à l'Hôtel de Ville. Le consulat et la société d'entraide belge se mobilisèrent pour faire face à cette crise inédite.

Parmi les nouveaux arrivés à la gare St-Jean, le 20 mai, se trouvaient Isabel, la fille de Mendes, son gendre, Jules d'Août, et leur enfant de deux ans, Manuel. Jules venait d'entrer au service du ministère des Colonies belges. Les horreurs que sa propre fille et son beau-fils racontèrent au consul n'avaient rien de nouveau, mais elles confirmaient tout ce que Mendes avait déjà entendu de la bouche de tant de gens désespérés. La souffrance des Belges toucha particulièrement cet homme qui avait servi

---

1. Winston S. Churchill, *Their Finest Hour* (Boston : Houghton Mifflin, 1949), p. 42.

2. Procès disciplinaire de Mendes, feuille 67.

durant dix ans (entre 1929 et 1938) comme consul général à Anvers, qui avait été doyen du corps consulaire belge et qui avait été décoré par le roi Léopold III. Monarchiste catholique, ardent, fier des racines aristocratiques de sa famille (les vicomtes de Midões), Mendes s’était senti parfaitement à l’aise en Belgique, surtout durant la période où il habitait à Louvain et pendant laquelle plusieurs de ses enfants étudièrent à l’université. Le sort des émigrés Juifs en Belgique n’était pas un secret pour lui qui avait été familier de la communauté juive de cette ville.

Assiégé de demandes de visas, Mendes expédia un télégramme à Salazar, le 21 mai. Il rapportait que des centaines d’Américains, Belges, Français, Anglais et Hollandais demandaient “avec insistance” des visas. Il implorait le ministre de “prendre des mesures urgentes”.<sup>1</sup> Salazar répondit le lendemain, lui ordonnant de suivre tout simplement les directives de la circulaire n° 14. Mendes reçut aussi l’instruction de donner la priorité aux demandes des Américains dont les documents étaient en ordre et qui avaient leur passage de retour déjà payé.<sup>2</sup>

Dans les jours qui suivirent, Salazar autorisa la délivrance d’un petit nombre de visas, à condition que le passage de retour soit “garanti”. Il était évident que le Portugal ne voulait pas la charge de réfugiés sur son territoire.

Incapable de faire quoi que ce soit pour la plupart des gens qui imploraient son aide, Mendes expédia de nouveau, le 26 mai, un télégramme à Salazar l’informant qu’il avait suspendu le service au consulat en attendant des “instructions précises” du ministre.<sup>3</sup>

De toute manière, Mendes avait déjà pris des mesures pour pallier une situation morale inacceptable. Le 27 mai, la police politique portugaise intercepta au poste frontière de Vilar Formoso dix-sept Belges à qui Mendes avait délivré des visas non autorisés. Le lendemain, le ministère fut informé et, le 29 mai, le secrétaire général Sampaio, agissant au nom du Ministre, dépêcha un envoyé qui initia une enquête pour vérifier quelles avaient été les autorisations accordées à la demande de Mendes et voir s’il y avait des raisons pour un procès disciplinaire.<sup>4</sup> La situation s’aggrava le jour même avec l’arrestation de trois Polonais, portant eux aussi des visas

---

1. Télégrammes reçus du consulat de Bordeaux, archives du ministère des Affaires étrangères portugais, télégr. 1883 reçu le 22 mai 1940.

2. Télégrammes expédiés au consulat de Bordeaux, archives du ministère des Affaires étrangères portugais, télégr. 1214, expédié le 22 mai 1940.

3. Télégrammes reçus du consulat de Bordeaux, télégr. 2237 reçu le 27 mai 1940.

4. Procès disciplinaire de Mendes, feuille 61.

accordés par Mendes.<sup>1</sup> Le lendemain, Mendes accorda un faux passeport portugais au réfugié luxembourgeois Paul Miny et à son épouse portugaise. Le couple fut arrêté à la frontière portugaise une semaine plus tard.<sup>2</sup>

Selon Jules d'Août, qui aidait son beau-père au consulat, les violations de règlements devinrent plus ou moins régulières à partir des derniers jours de mai 1940. La Belgique se rendit le 28 mai et le désir de certains réfugiés de quitter la France devint une obsession.

Le 5 juin, Mendes concéda un visa non autorisé à Henri Chaim Wilensky et à sa famille. Malgré le fait qu'il résidait en France depuis plus de vingt ans et qu'il avait un établissement de fourrures à Paris, Wilensky ne jouissait pas de la citoyenneté française : il était toujours réfugié Nansen et donc apatride. Ce genre de réfugié était spécifiquement visé par la circulaire n° 14 et la délivrance d'un visa dans un tel cas était très clairement interdite.<sup>3</sup>

Les appels à la pitié de Mendes augmentèrent encore avec l'offensive de la Somme, le 6 juin 1940. Quatre jours après, le gouvernement français quitta Paris et se dirigea vers Bordeaux, suivi par les gouvernements en exil de la Pologne, de la Belgique et du Luxembourg ainsi que par les représentants diplomatiques de soixante pays, selon les informations obtenues par le préfet de police à Bordeaux, Bodenau.<sup>4</sup> La ruée avait commencé et la ville provinciale se transforma vite en "capitale de la peur".

Selon l'historien français Jean Vidalenc, la population de Bordeaux, de 300 000 personnes avant le 10 mai, dépassa les 700 000 vers la fin du mois.<sup>5</sup> L'écrivain français Maurice Sachs, qui se moqua des paniquards, surestimait le chiffre à 3 millions.<sup>6</sup> C'est que l'atmosphère à Bordeaux avait quelque chose d'inférieur qui s'empara de tout le monde. Un croquis fait par un observateur met en scène le pont sur la Garonne et le quai, encombrés de réfugiés et de véhicules de toute description : autos, bicyclettes et même chariots tirés par des chevaux. Il ne reste plus de place pour personne.<sup>7</sup>

---

1. *Ibid.*, feuille 62.

2. *Ibid.*, feuilles 41-55, 108.

3. Témoignage de Steven Carol, fils de Wilensky.

4. "Installation à Bordeaux du gouvernement et du corps diplomatique..., 1939-1940", "Ambassades et consulats", liste avec la date du 15 juin 1940, IM 450, archives départementales de la Gironde.

5. Jean Vidalenc, *L'Exode* (Paris, Presses universitaires de France, 1957), p. 353.

6. Maurice Sachs, *La Chasse à courre* (Paris, Gallimard, 1948), p. 25 ; cf. Nicole Ollier, *L'Exode. Sur les routes de l'an 40* (Paris, Laffont, 1970), p. 240.

7. Reproduit dans Jacques Dumont et Jean Vanwelkenhuyen, *1940. Le grand exode* (Bruxelles/Gembloux, RTBF Éditions/Éditions Duculot, 1983), p. 143.

La situation était plus ou moins semblable sur la place des Quinconces à côté du consulat portugais. Des centaines et des centaines de gens y campaient ou dormaient dans leurs autos, comme partout à Bordeaux.

Une file interminable de réfugiés montait en serpentant les deux cages d'escalier, qui menaient au bureau du consul. On avait posté des soldats pour minimiser les accrochages mais même le fils de Mendes, Pedro Nuno, avait des difficultés à regagner la résidence familiale qui se trouvait dans le même appartement spacieux que le consulat.

Le service du consulat commençait à 9 heures du matin et continuait le plus souvent jusqu'à 1 ou 2 heures du matin. Mendes était assisté dans ses fonctions par le vice-consul José Seabra, son fils José et son gendre Jules d'Août.

Malgré les irrégularités commises, Mendes se sentait dans l'impossibilité d'aider tous ces êtres tourmentés qui le suppliaient de leur sauver la vie. L'agonie et les supplications des réfugiés l'entouraient littéralement vingt-quatre heures par jour, parce qu'il avait pris sous son propre toit les plus démunis parmi eux : des enfants séparés de leurs familles, des femmes et des vieux. À l'exception de deux de ses fils, Pedro Nuno et José, et de sa femme, Angelina, qui passait ses jours à s'occuper de ses hôtes affligés, la famille de Mendes était retournée au Portugal au commencement de la guerre. Leurs chambres étaient maintenant occupées par des réfugiés, parmi lesquels se trouva au moins une célébrité : l'acteur Robert Montgomery, qui avait conduit une ambulance pour les forces alliées et qui courait maintenant le risque de se faire interner par les Allemands comme prisonnier de guerre.

Tout ce travail, tout ce stress psychologique, ébranla Mendes. Exténué, il gagna son lit le 14 juin et y resta pendant trois jours.

Le 16 juin, Mendes eut un visiteur inattendu : Francisco de Calheiros e Meneses, ministre plénipotentiaire du Portugal en Belgique. Mendes le reçut dans sa chambre. Calheiros e Meneses avait assisté à beaucoup de spectacles déchirants dans sa fuite à travers la Belgique et la France. Il put se rendre compte de l'esprit troublé de Mendes. De quoi parlèrent-ils ? On ne le saura jamais. De toute manière, Calheiros e Meneses quitta Bordeaux pour Bayonne où le consul qui était un subordonné de Mendes avait beaucoup de difficulté à résoudre une situation identique à celle de Bordeaux.

Dans ces mêmes trois jours, le 16, 17 et 18 juin 1940, le destin de la France fut décidé. Le gouvernement français était divisé. Dans un camp, il y avait ceux comme le ministre de l'Intérieur, Mandel, ou le sous-secrétaire d'État à la Guerre, le général de Gaulle, qui voulaient à tout prix

continuer la guerre, si nécessaire en Afrique du Nord. Dans le camp opposé, siégeant à l'Hôtel de Ville, étaient le maire de la ville Adrien Marquet, le député Pierre Laval et le vice-président du Conseil, le maréchal Pétain. Tout d'abord, il sembla que le Président du Conseil, Paul Reynaud, qui décidait maintenant du sort de la France de son bureau au quartier général de la dix-huitième région militaire, dans la rue Gilles Carles à Bordeaux, était d'avis de continuer le combat. Ce ne fut que la nuit du dimanche 16 juin, vers 22 heures, que Reynaud céda le pouvoir aux capitulards. Vers minuit, le nouveau gouvernement de Pétain se réunit pour la première fois pour préparer la demande d'armistice. Cette nuit-là, le gouvernement demanda à l'ambassadeur de l'Espagne en France, Lequerica, d'aborder la question de l'armistice avec le régime hitlérien. À leur éveil, les Français apprirent la nouvelle à la radio et dans les journaux. Ce jour-là, Pétain annonçait sa décision de mettre fin à la guerre.

Mendes, lui aussi, avait pris sa décision. Il délivrerait des visas à tous ceux qui en avaient besoin. Il ne ferait pas de distinction de race, de religion ou de nationalité. Tous les visas seraient désignés "documents de transit". Il laisserait à la police des frontières portugaise la responsabilité de couvrir les frais des documents.

Surveillé étroitement par la police politique portugaise dont le chef, le capitaine Agostinho Lourenço, lui vouait déjà une haine toute particulière,<sup>1</sup> menacé d'un procès disciplinaire, âgé de 55 ans et père d'une grande famille, cible de la rancune de hauts fonctionnaires au ministère des Affaires étrangères, pleinement conscient du fait que Salazar ne pardonnait jamais à ceux qui lui désobéissaient, Mendes n'ignorait pas qu'en prenant une telle décision il se ruinait, lui et sa famille. Son épouse, Angelina, le savait aussi, mais cela n'empêcha pas cette femme courageuse de donner son appui inconditionnel à la décision de son mari. La décision fut prise à deux, puis communiquée avec toutes ses conséquences aux fils.

Quels facteurs avaient pesé dans cette décision ? La répugnance de Mendes envers les Allemands ? Son mécontentement grandissant envers le régime Salazar et les dirigeants du ministère ? Sa vision quotidienne de la douleur et de l'effroi ?

Le rabbin polonais Chaim Kruger, qui reçut un visa de Mendes, donne une idée de ce qui s'était passé dans l'esprit de Mendes. Vingt-cinq ans plus tard, dans son témoignage à Yad Vashem, l'organisme israélien pour la commémoration de la Shoah, Kruger fit part de sa première rencontre avec le consul près de la synagogue de Bordeaux. Mendes lui avait

---

1. Procès disciplinaire de Mendes, feuille 62.

demandé où il logeait. Kruger avait répondu : “Dans la rue, près de la synagogue”. Mendes lui avait offert tout de suite l’hospitalité de sa résidence. Kruger accepta, mais il dut changer de logement, comme il l’expliqua, à cause du fait que ses enfants, élevés dans le rite orthodoxe, refusaient de manger à cause de l’omniprésence de crucifix dans la résidence ultra-catholique de Mendes.<sup>1</sup>

Kruger plaida la cause de ses coreligionnaires à Mendes. Il voulait que celui-ci aidât non seulement sa famille mais tous ces gens désespérés. À un certain moment, Mendes avoua à Kruger qu’il avait du sang juif dans les veines,<sup>2</sup> ce qui dut augmenter les espérances du rabbin. Mais Mendes lui dit tout d’abord qu’il ne pouvait rien faire pour lui que d’envoyer par télégramme une demande d’autorisation de visa. Le télégramme contenant le refus fut expédié par Salazar le 13 juin.<sup>3</sup>

Selon une réfugiée, Lucie Matuzewitz, qui reçut ainsi que sa famille des visas non autorisés de Mendes et qui eut une conversation avec le rabbin Kruger, Mendes avait dit au rabbin qu’en délivrant des visas aux Juifs il comptait réparer l’injustice de l’expulsion quelques siècles auparavant des Israélites du Portugal.<sup>4</sup> Encore une ironie historique : ces Juifs expulsés du Portugal s’étaient établis dans la région de Bordeaux.

D’ailleurs, dans l’esprit de Mendes, les considérations historiques, si justes fussent-elles, comptaient moins que sa foi catholique. Il avait prié avec sa femme Angelina et son fils Pedro Nuno avant de prendre sa décision et il croyait fermement, comme il le dirait à ses fils, qu’en prenant sa décision il accomplissait la volonté de Dieu.<sup>5</sup> Plus d’un réfugié juif dira plus tard que c’était précisément Dieu qui avait placé Mendes à Bordeaux à ce moment crucial de l’histoire de l’Europe.

Ceux qui plus tard ont maintenu qu’en désobéissant Mendes avait créé un mauvais précédent pour un fonctionnaire n’ont jamais compris les arguments moraux qui avaient motivé cet homme. “Je préfère être avec Dieu contre les hommes, dira-t-il, paraphrasant saint Augustin, qu’avec les hommes et contre Dieu.”<sup>6</sup> Malgré toutes sortes de tragédies personnelles, sa foi dans ce qu’il avait fait restera inébranlable jusqu’à sa mort. La foi d’Angelina ne différait aucunement de celle de son mari.

---

1. Témoignage de Chaim Kruger à Yad Vashem.

2. Sur les ancêtres juifs de Mendes, cf. *Um Homem Bom*, p. 70-71, note.

3. Télégramme expédié au consulat de Bordeaux, n° 1701.

4. Lucie Matuzewitz, *Le Cactus et l’ombrelle* (Paris, Guy Authier, 1977), p. 231-232.

5. Témoignage de Pedro Nuno de Sousa Mendes.

6. Témoignage de Sebastian Mendes.

Sa décision prise, Mendes se mit au travail. Dans les deux semaines qui suivirent il mit toutes ses énergies, toute son astuce et tout son courage à la tâche de sauver des vies. Le résultat de tous ses efforts fut ce qu'un historien de la Shoah, Yehuda Bauer, désigna plus tard comme probablement "la plus grande action de sauvetage par un seul individu pendant l'Holocauste".<sup>1</sup> Mendes délivra des milliers de visas, d'abord à Bordeaux entre le 17 et le 20 juin, puis à Bayonne entre le 20 et 22 juin et, finalement, à Hendaye, entre le 22 et 26 juin.

L'opération de rescousse prit la forme du travail à la chaîne. Le fils de Mendes, José, son gendre Jules, le rabbin Kruger et d'autres réfugiés qui avaient reçu des visas ainsi que deux collègues de Jules au ministère des Colonies belges, Van Acht et Vingerhoedt, préparaient les visas avec des estampilles. Mendes n'avait qu'à signer.<sup>2</sup>

La délivrance de visas commença le 17 juin à 8 heures du matin et continua jusqu'aux petites heures du 18 juin. Selon Kruger, le premier jour, Mendes ne s'arrêta même pas pour manger ou boire. Le travail recommença à 8 heures du matin et continua au moins jusqu'à 22 heures. L'écrivain américain Eugene Bagger, accompagné par le consul de Pologne à Arcachon, Skalski, rencontra Mendes brièvement au café de l'Hôtel Splendide, ce jour-là. Mendes profita de cette petite pause dans son travail pour signer plusieurs visas pour Skalski, Bagger et sa femme. Mendes se plaignait de la chaleur et du travail excessif.<sup>3</sup> Le travail ardu continua encore deux jours au consulat qui resta ouvert jusqu'à 2 ou 3 heures du matin.

Combien de visas furent délivrés durant ces quatre jours de travail exténuants ? Certainement, des milliers. Le plus souvent, un visa sauva non seulement un individu mais une famille entière.

Qui furent les personnes à recevoir des visas ? Mendes les identifierait trois mois plus tard comme des officiers autrichiens, tchèques et polonais qui couraient le risque d'être "fusillés comme rebelles" ; des Belges, des Hollandais, des Français, des Luxembourgeois, et "même des Anglais" qui "seraient soumis au dur régime des camps de concentration allemands" ; "d'éminents intellectuels, des artistes de renom, de grands industriels et commerçants... qui auraient le même sort" ; "des hommes d'État, des ambassadeurs et des ministres, des généraux et autres hauts officiers, des

---

1. Yehuda Bauer, *A History of the Holocaust* (New York, Franklin Watts, 1982), p. 288.

2. Témoignage de Jules d'Août.

3. Eugene Bagger, *For the Heathen Are Wrong : An Impersonal Autobiography* (Boston : Little, Brown and Co., 1941), p. 154-155.

professeurs, des hommes de lettres” ; des journalistes, des étudiants universitaires, du personnel de la Croix-Rouge ; des membres de la royauté ; “des combattants de tout rang” ; des religieux et religieuses ; “des femmes et enfants ayant besoin de protection”.<sup>1</sup>

Mendes n’exagérait pas et s’il insistait sur les personnes d’importance qu’il avait aidées, c’était pour ne pas trop s’aliéner Salazar en mettant l’accent sur tous les pauvres malheureux qu’il avait aidés aussi. Des célébrités, il y en avait parmi ceux qui montèrent les escaliers du numéro 14 quai Louis-XVIII. D’abord, il y eut le supérieur de Jules d’Août, le ministre des Colonies belges, Albert de Vleeschauer. Mendes lui délivra des visas, à lui et à tout son entourage. De plus, il offrit à la famille de Vleeschauer et à sa suite l’hospitalité de sa maison au Portugal, ce qui donna au ministre la tranquillité d’esprit nécessaire pour jouer un rôle très important dans la formation du gouvernement belge en exil. L’ex-Premier ministre belge Paul van Zeeland reçut un visa ainsi que le ministre de la Santé, Jaspár, qui était impatient de gagner Londres avec sa femme juive.

La grande-duchesse de Luxembourg, Charlotte, sa famille, son entourage et les principaux ministres de son gouvernement bénéficièrent du courage de Mendes. La grande-duchesse exprimera plus tard dans une lettre à la fille de Mendes, Joana, sa reconnaissance pour tout ce que Mendes avait fait pour elle, pour le gouvernement du Luxembourg et pour “les réfugiés luxembourgeois, dont beaucoup étaient de croyance juive”. Selon la grande-duchesse, toutes ces personnes furent “sauvées par son initiative de la persécution certaine” et purent “gagner des pays libres.” Dans l’opinion de Charlotte de Luxembourg, cette “action humanitaire” de Mendes “servira pour toujours comme exemple de dévotion désintéressée à la cause de la liberté et de la compréhension entre toutes les nations et toutes les races”.<sup>2</sup>

Otto de Habsbourg, que les nazis recherchaient, reçut un visa ainsi que toute sa famille et son entourage, y compris Martin Fuchs, futur ambassadeur autrichien à Paris. L’archiduc, qui avait des listes de réfugiés autrichiens en France, obtint des paquets de visas de Mendes. Grand admirateur du diplomate portugais, il est de l’opinion que des milliers d’Autrichiens reçurent des visas de Mendes. Beaucoup de ces réfugiés étaient Juifs.<sup>3</sup>

Une autre famille visée par les nazis reçut des visas de Mendes : les Rothschild. Parmi les fortunés se trouvaient Édouard (1872-1946), Henri

---

1. Procès disciplinaire de Mendes, feuille 105, feuille 109.

2. Lettre de Charlotte de Luxembourg à Joana Mendes, 7 février 1968.

3. Témoignage d’Otto de Habsbourg.

(1872-1946), Robert (1880-1946) et peut-être même Maurice (1881-1957).

Entre les intellectuels qui reçurent des visas se trouva Charles Oulmont, écrivain juif et professeur à la Sorbonne.

Il est probable que parmi les jeunes Français qui, en répondant à l'appel du 18-Juin du général de Gaulle, demandèrent des visas à Mendes dans le but de gagner Londres pour continuer la lutte se trouvait le fils de Jean Giraudoux. Giraudoux ira au Portugal à sa recherche.<sup>1</sup>

La nuit du 19 juin, les Allemands répondirent à la demande d'armistice de Pétain en bombardant Bordeaux. Les bombes, la chaleur inhabituelle, la reddition imminente et la certitude que le gouvernement Pétain n'hésiterait pas à livrer aux nazis les réfugiés étrangers rendirent les demandeurs de visas au consulat du Portugal encore plus désespérés. Néanmoins, grâce au travail herculéen de Mendes, la demande de visas devint moins insistante.

Comme consul général à Bordeaux, Mendes était aussi responsable pour les vice-consulats de Toulouse et de Bayonne. La crise de réfugiés à Bordeaux se reproduisit dans ces deux villes. Quand le vice-consul honoraire du Portugal à Toulouse, Émile Gissot, téléphona à son supérieur hiérarchique pour demander de l'aide, Mendes "l'autorisa" à délivrer des visas.<sup>2</sup> La situation à Bayonne était encore plus dramatique. Le consul du Portugal, Faria Machado, n'était pas à la hauteur de la situation et laissa le service au vice-consul honoraire Vieira Braga,<sup>3</sup> qui communiqua régulièrement par téléphone avec son supérieur de Bordeaux.<sup>4</sup> Mendes décida que la situation à Bayonne demandait sa présence immédiate. Malgré la situation militaire précaire, Mendes prit une auto et se rendit à Bayonne.

Le consulat portugais se trouvait au troisième étage du numéro 8, rue du Pilon, une petite rue en face de la cathédrale. L'escalier en colimaçon, fait de bois, qui menait au consulat, était bourré de réfugiés et risquait à tout instant de s'effondrer. Le vice-consul avait pris habitude de gagner le consulat en entrant par le toit du bâtiment voisin.

Un spectacle affligeant attendait Mendes à Bayonne. Cette ville de 30 000 habitants avait vu sa population décupler. Selon Mendes, il y avait

---

1. Douglas Lanthrop Wheeler, "And Who Is My Neighbour ? A World War II Hero or Conscience for Portugal", *Luso-Brazilian Review*, vol. 26, n° 1 (été 1989), p. 125. Cf. aussi le livre de Giraudoux, *Portugal* (Paris, Grasset, 1958).

2. Procès disciplinaire de Mendes, feuille 96, feuille 106.

3. Vieira Braga délivra un visa au général Leclerc en juillet 1940.

4. Témoignage de Vieira Braga.

peut-être 5 000 réfugiés qui assiégeaient le consulat du Portugal, suivis d'environ 20 000 personnes prêtes à prendre leur place.

Toujours de présence aristocratique et impressionnante, Mendes se fit un passage entre les réfugiés. Dans le consulat, il rencontra le consul Faria Machado et le ministre plénipotentiaire du Portugal en Belgique, Francisco de Calheiros e Meneses. Selon Sebastian Mendes, son père avait demandé à Faria Machado ce qu'il ferait s'il se trouvait avec sa femme et ses enfants dans la même situation que ces pauvres réfugiés. Quand Faria Machado répondit qu'il ne faisait que suivre les ordres de ses supérieurs, Mendes lui rappela qu'il était lui aussi son supérieur. Mendes lui ordonna de délivrer autant de visas que nécessaire.

De nouveau, ce fut le travail à la chaîne. Selon Lucien Bromberger, réfugié belge juif dont toute la famille fut sauvée par Mendes, les passeports furent ramassés dans la rue, apportés au bureau du consul, estampillés et signés, et puis remis à leurs propriétaires dans la rue. Faria Machado, Calheiros e Meneses et Vieira Braga aidèrent Mendes. Calheiros e Meneses se justifia plus tard en disant avec un peu trop d'ingénuité qu'il ne lui était même pas venu à l'esprit qu'un fonctionnaire avec autant d'années de service que Mendes fût capable de désobéir aux ordres du ministère. Il n'y a pas le moindre doute que Calheiros e Meneses savait exactement de quoi il s'agissait : trois ans après, en Turquie, il aiderait le nonce papal Angelo Giuseppe Roncalli (le futur pape Jean XXIII) et l'ambassadeur allemand, Von Papen, à sauver des enfants juifs.

Le vice-consul honoraire, Vieira Braga, vit Mendes distribuer les visas de son auto dans les rues de Bayonne. Deux réfugiés, Léon et Éric Korngold, dont la famille reçut un visa de Mendes assistèrent à une scène identique.<sup>1</sup> L'écrivain américain Eugene Bagger vit Mendes quitter le consulat de Bayonne poursuivi par des réfugiés qui lui réclamaient des visas.<sup>2</sup>

Mendes resta à Bayonne pour assurer la délivrance de visas pendant probablement deux jours, les 20 et 21 juin. Le 22 juin, il se trouva à Hendaye. Quelle fut la raison de ce déplacement ? Mendes dit que c'était pour accompagner un réfugié à la frontière, mais le témoignage d'un réfugié suggère d'autres raisons.<sup>3</sup> L'armistice avec les Allemands fut signé ce jour-là et la terreur parmi les réfugiés avait atteint son apogée. À Hendaye, Nat Wyszkowski, un étudiant juif polonais exilé en Belgique, vit Mendes, en train de signer des visas, à la tête d'une file de plusieurs centaines de

---

1. Témoignage d'Éric et de Léon Korngold.

2. Eugene Bagger, *op. cit.*, p. 159-160.

3. Témoignage de Nat Wyszkowski.

réfugiés. Ce jour-là, les réfugiés étaient des diamantaires juifs d'Anvers. Mendes signait des visas dans des passeports, dans des pièces d'identité, ou sur n'importe quel morceau de papier.

L'essentiel était de fournir à ces pauvres gens un document qui leur permettrait de franchir la frontière espagnole.

Toute cette activité irrégulière ne pouvait pas rester longtemps secrète. Curieusement, ce fut l'ambassade d'Angleterre à Lisbonne, donnant suite à la plainte d'un citoyen ou d'une citoyenne britannique à Bordeaux, qui, le 20 juin, avertit le ministère des Affaires étrangères portugais de la possibilité d'irrégularités au consulat du Portugal à Bordeaux. En outre, le ministère apprit qu'il y avait une rumeur selon laquelle, à cause d'un excès de travail, le consul à Bayonne avait subi une hémorragie cérébrale. Comme les lignes de téléphone et de télégramme à Bayonne ne fonctionnaient plus, Salazar y dépêcha un investigateur spécial, Armando Lopo Simeão. Salazar parla aussi au téléphone avec Teotónio Pereira, ambassadeur du Portugal en Espagne. Pereira, un des architectes du régime corporatiste de Salazar, assura le dictateur portugais qu'il irait à Bayonne pour s'informer de la santé de Faria Machado. Il avait déjà formé le dessein d'aller à San Sebastián pour enquêter sur le "grand nombre de réfugiés de plusieurs nationalités", munis de visas de transit portugais, qui entraient en ce moment en Espagne.<sup>1</sup> Les journaux espagnols ainsi que la presse internationale avaient signalé les nombreux réfugiés qui traversaient le pont international à Irún durant les jours précédents. Les autorités espagnoles s'étaient déjà plaintes du fait que "le simple transit d'un si grand nombre de gens créait pour l'Espagne de délicats problèmes d'ordre matériel et même politique".<sup>2</sup> Les germanophiles étaient devenus plus influents au sein du régime de Franco et ceux qui fuyaient les nazis étaient mal vus et par le régime et par Pereira.

L'envoyé Simeão arriva à Hendaye le matin du 22 juin. Il apprit que les communications ferroviaires avait été interrompues. Il téléphona au consulat de Bayonne et reçut la nouvelle que non seulement Faria Machado n'était pas malade mais qu'il offrait de venir le chercher, ce qu'il fit. Pendant le voyage de retour, celui-ci raconta à Simeão ce qui s'était produit. Au consulat, le secrétaire consulaire et le vice-consul honoraire Vieira Braga confirmèrent les informations de Faria Machado. Ils ajoutèrent que Mendes continuait à "délivrer des visas hors du consulat".<sup>3</sup>

---

1. Procès disciplinaire de Mendes, feuille 86.

2. *Ibid.*

3. Procès disciplinaire de Mendes, feuille 31.

L’ambassadeur du Portugal en Espagne, Teotónio Pereira, arriva à Irún le matin du 22 juin. Là, il put confirmer “que presque tous les visas avaient été délivrés par le consul de Bordeaux”.<sup>1</sup>

C’était déjà la nuit quand Pereira arriva au consulat de Bayonne. Faria Machado lui précisa les ordres qu’il avait reçus de Mendes et Pereira s’employa à régulariser la situation. Aucun réfugié Nansen (presque tous juifs) n’avait droit à un visa sans un visa d’outre-mer et un laissez-passer. Seuls, les visas pour les citoyens anglais, américains ou sud-américains étaient facilités. Les citoyens belges avaient droit à un visa s’ils étaient des “personnalités”, et les Français, seulement s’ils étaient “des gens de race pure” (*gente limpa*).<sup>2</sup> Ce qui est intéressant, c’est que même Teotónio Pereira trouva que l’affluence était telle qu’il était impossible pour le moment de remplir toutes les formalités dans la délivrance de visas. Les visas furent donc délivrés “gratuitement sans les formalités régulières”. Simeão ne donna pas son approbation à cette pratique, pensant plutôt qu’il fallait tout faire pour ralentir le processus, “pour empêcher l’entrée au Portugal d’une masse de gens ignobles et en grande partie indésirables du point de vue social”.<sup>3</sup>

Le lendemain, le 23 juin, accompagné de Simeão et de Faria Machado, Teotónio Pereira voyagea à San Sebastián pour téléphoner à Salazar à Lisbonne et lui demander des instructions. À Hendaye, ils rencontrèrent Mendes, qui leur dit qu’il y avait accompagné “deux Israélites illustres”.<sup>4</sup> Pereira lui ordonna de le suivre à San Sebastián.

Selon Simeão, Mendes “paraissait très sensible à la tragédie des fugitifs”. Mendes lui raconta “plusieurs cas particulièrement touchants”. Il exprima son désir “de rester à Hendaye, avec des fugitifs qui l’attendaient”.<sup>5</sup> Ce ne fut que sur l’insistance de Pereira que Mendes retourna à son hôtel, fit sa valise et paya sa facture.

Dans une lettre à Salazar, Pereira exprima son étonnement devant les “actions tellement insolites” de Mendes. “Tout ce que j’ai entendu”, affirma l’ambassadeur, “et son aspect de grand désordre me donnaient l’impression d’un homme perturbé, dans un état peu normal.” Mendes ne montrait “aucun signe d’avoir la moindre notion des actes commis”.<sup>6</sup>

---

1. *Ibid.*, feuille 87.

2. *Ibid.*, feuille 19.

3. *Ibid.*, feuille 20.

4. *Ibid.*, feuille 33.

5. *Ibid.*

6. *Ibid.*, feuilles 87-88.

Comment avait-il osé désobéir aux ordres de ses supérieurs ? Selon le témoignage de son fils, Sebastian, Mendes répondit à Pereira qu'il avait écouté la voix de sa conscience. Quand Pereira remarqua qu'une telle désobéissance n'était qu'un signe de folie, Mendes lui demanda s'il était nécessaire d'être fou pour faire ce qui était juste. La conclusion de Pereira fut que même "s'il ne souffrait pas de folie, parce que ses capacités mentales étaient parfaitement normales, il souffrait d'une grande obsession ; car, quand le déposant insista sur la gravité de ses actions, Mendes répondit que l'acte de refuser des visas à ces pauvres gens aurait nécessité un effort supérieur à ses forces".<sup>1</sup>

Cependant, Pereira n'hésita pas à dire aux autorités des frontières espagnoles à Irún qu'à son avis Mendes avait perdu la raison. Au moins un journal publia la nouvelle que le consul de Bayonne (*sic*) avait eu une dépression nerveuse, à cause du travail occasionné par la demande excessive de visas et qu'en conséquence il avait dû être remplacé.

Pereira communiqua aux autorités espagnoles que le gouvernement portugais considérait comme non valides les nombreux visas délivrés par Mendes à des réfugiés qui étaient encore en France. L'agence de presse allemande, DNB, signala que le pont international à Irún avait vu une affluence plus grande de "Juifs tchèques et polonais" le 23 juin que dans les jours précédents. Le lendemain matin, le pont fut fermé et ouvert de nouveau seulement à 17 heures.

Salazar envoya un télégramme au consulat de Bordeaux insistant pour que les règlements de délivrance des visas soient rigoureusement appliqués. Ils le furent à partir du 24 juin.

Mendes rentra à Bayonne avec Pereira et Faria Machado, la nuit du 23 juin. À Bayonne, il obtint la permission de Pereira de retourner seul à Bordeaux. Il n'y arriva que trois jours plus tard, le 26 juin. Il dira que la route avait été bloquée par la police française et qu'il n'avait pu continuer son voyage qu'après l'occupation de Bayonne par les Allemands. Bordeaux fut occupée le jour suivant.

Mendes n'avait maintenant aucune marge de manœuvre et dès lors, le sort des réfugiés encore en France fut scellé. Des milliers de réfugiés, avec et sans visas délivrés par Mendes, étaient pris au piège à la frontière franco-espagnole. L'agence de presse américaine, Associated Press, parla de 10 000 personnes qui avaient essayé de traverser le pont international à Irún mais avaient été renvoyées par les autorités espagnoles qui ne recon-

---

1. *Ibid.*, feuille 33.

naissaient pas les visas portugais (délivrés par Mendes). Un nombre au moins comparable avait eu un meilleur sort dans les jours précédents.<sup>1</sup> La situation était si dramatique que même l'ambassadeur du Portugal à Londres, l'anglophile Armindo Monteiro, essaya d'intercéder pour plus de 1 000 réfugiés polonais. Le 26 juin, cet ambassadeur expédia un télégramme à Salazar demandant des visas pour ces "gens de race pure" qui, selon Monteiro, constituaient l'intelligentsia de la Pologne. Salazar refusa catégoriquement.<sup>2</sup>

Que fit Mendes les 24 et 25 juin ? Le plus probable, c'est que le consul passa ces deux jours à essayer par tout moyen d'aider des réfugiés à franchir la frontière. Son passeport diplomatique lui donnait un certain prestige et pouvoir. On sait qu'il a dû parler lui-même à la police des frontières pour assurer le passage du rabbin Kruger et de sa famille. On sait aussi que Mendes mena toute une caravane d'autos de réfugiés à travers la frontière à un endroit inhabituel de passage.

Les actions de Mendes après son retour à Bordeaux le 26 juin restent un mystère. Mendes et Salazar jouaient au chat et à la souris : Salazar expédia des télégrammes ordonnant son remplacement et retour à Lisbonne, Mendes prolongea son séjour à Bordeaux. Il n'arriva à Lisbonne que dans la nuit du 8 juillet.

Que fit-il dans cet intervalle de deux semaines ? Que pouvait-il faire dans une ville occupée par les Allemands ? Ce qui est sûr, c'est qu'il aida encore deux personnes, Mosco Galimir et sa fille Marguerite, Juifs roumains de Vienne qui vivaient à Paris. Non seulement, Mendes les hébergea et les cacha dans sa résidence, mais il produisit de faux passeports portugais pour protéger ce père et sa fille contre les nazis. Grâce à ces documents, ils ne furent pas détectés par les autorités allemandes et ils purent partir pour les États-Unis, grâce à un visa américain l'année suivante.

La nuit du 8 juillet, Mendes expédia un télégramme à Salazar annonçant son arrivée à Lisbonne. Mendes demanda une audience. L'audience n'eut jamais lieu, mais Salazar donna suite à un procès disciplinaire qu'il avait déjà instauré. La sentence était connue d'avance, mais il y avait des formalités à remplir. Le procès dura deux mois.<sup>3</sup>

---

1. Le nombre total de réfugiés que Mendes aida à faire passer au Portugal a été estimé à 30 000 par certains. Pour une plus ample discussion, cf. *Um Homem Bom*, p. 331-332.

2. Télégramme n° 911 du 26 juin 1940 de Monteiro à Salazar et télégramme n° 934 du 2 juillet 1940 de Salazar à Monteiro, *Dez Anos de Política Externa*, vol. VII (Lisbonne : Imprensa Nacional, 1971), p. 166-167 et 183.

3. Pour plus de détails sur le procès, cf. l'étude de l'auteur, *Injustiça*.

Les accusations contre Mendes furent au nombre de dix-huit et incluent non seulement les accusations d'avoir délivré des visas non autorisés et d'avoir falsifié des passeports mais aussi l'accusation générale d'avoir créé "une situation préjudiciable au prestige du Portugal devant les autorités espagnoles et allemandes d'occupation".<sup>1</sup>

Mendes appela pour sa défense le ministre plénipotentiaire Francisco de Calheiros e Meneses. Celui-ci nia la moindre collusion avec Mendes dans les irrégularités commises, mais il défendit son collègue avec passion et éloquence. Calheiros e Meneses décrivit l'atmosphère de tragédie, de terreur et de panique qui régnait sur les routes de France et à Bordeaux. Grand gentilhomme, Calheiros e Meneses savait très bien aussi se servir de l'ironie. "Ce déposant peut garantir, témoigna le ministre, que résister aux supplications de tant de malheureux, effrayés par l'approche de l'invasisseur et craignant avec raison le camp de concentration ou, pire encore, le peloton d'exécution, nécessitait un courage moral peu banal".<sup>2</sup> Pour être sûr que le sens de son ironie fût compris, Calheiros e Meneses conclut de cette manière : "D'autres, peut-être moins impressionnables ou physiquement et moralement plus forts, auraient peut-être mieux supporté le tourment et auraient résisté aux supplications véhémentes et affligeantes qu'ils devaient affronter. Le déposant croit que le consul à Bordeaux s'est laissé dominer, comme tant d'autres, par l'horreur de la tragédie à laquelle il assistait<sup>3</sup>."

La plaidoirie de Mendes fut également touchante et éloquente. Le racisme était interdit par la Constitution portugaise, mais Mendes évita des arguments de cet ordre. Il parla plutôt de son "devoir d'humanité élémentaire"<sup>4</sup> pour justifier le visa délivré au Dr. Arnold Wiznitzer. Mendes décrivit la tragédie à laquelle il avait assisté. Il expliqua comment toutes ces horreurs ne pouvaient que le toucher, lui qui avait beaucoup d'enfants. Il se dit inspiré dans sa décision seulement par les sentiments d'altruisme et de générosité que les Portugais avait su montrer au cours des huit siècles de leur histoire. Il insista sur le fait que ses actes, loin d'être déshonorants, avaient augmenté, non diminué le prestige du Portugal dans le monde. Il avait peut-être erré, mais s'il avait erré, c'était sans mauvaise intention, ayant toujours écouté la voix de sa conscience, qui n'avait jamais cessé de le conduire dans l'accomplissement de ses devoirs. Il avait tout fait en pleine conscience de ses responsabilités.

---

1. Procès disciplinaire de Mendes, feuille 96 verso.

2. *Ibid.*, feuille 125 verso, feuille 126.

3. *Ibid.*, feuille 127.

4. *Ibid.*, feuille 101 verso.

Le conseil disciplinaire du ministère considéra les deux cents pages de documents et témoignages et proposa une sentence. Étant donné que le conseil était composé de trois ennemis de longue date de Mendes (Teixeira de Sampaio, le comte de Tovar et José Carneiro, un haut fonctionnaire du ministère avec qui Mendes avait déjà eu des accrochages), la conclusion ne surprit que par son indulgence. Le conseil disciplinaire trouva Mendes coupable des principaux chefs d'accusation et proposa comme sentence la rétrogradation au rang de consul de deuxième classe.

Le ministre Salazar lut les conclusions du conseil, puis délivra sa propre sentence. Mendes fut condamné à la disponibilité pour un an avec la moitié de son salaire, puis à la retraite.

L'année suivante, Mendes se pourvut en cassation devant le Tribunal administratif suprême, à Lisbonne. Le tribunal confirma le jugement.

Les années de guerre furent difficiles pour la famille Mendes, qui fut contrainte durant un certain temps de se nourrir à la soupe populaire dans la communauté israélite de Lisbonne.

Suprême ironie : tandis que Mendes et toute sa famille souffraient des conséquences des actes altruistes du consul, la presse internationale chanta les louanges du régime salazariste et du peuple portugais pour l'hospitalité accordée aux réfugiés. Des groupes de réfugiés aidés par Mendes se répandaient en déclarations publiques louant Salazar pour sa générosité. Ils ne connaissaient pas le destin de l'homme qui les avait sauvés.

Les mois suivant la fin de la guerre furent remplis d'un espoir vite bafoué pour les démocrates au Portugal. Inspiré par ce nouveau climat d'optimisme, Mendes introduisit un recours à l'Assemblée nationale, où siégeaient seulement les membres du parti unique de Salazar. Cette fois-ci, Mendes se servit d'arguments légaux. Si l'Assemblée nationale n'était pas une assemblée fasciste, elle était obligée de faire respecter la Constitution portugaise, qui garantissait l'inviolabilité de croyance. L'argument de Mendes était simple et clair : s'il avait désobéi aux ordres de ses supérieurs, c'était parce que ces ordres étaient racistes et donc anticonstitutionnels et illégaux. Auparavant, il avait tu cet argument pour ne pas mettre en évidence "une attitude de la part de fonctionnaires d'État, qui non seulement était anticonstitutionnelle mais pourrait aussi être interprétée comme collaboration dans l'œuvre de persécution des Juifs par le gouvernement hitlérien et représenterait donc une violation de la neutralité adoptée par le gouvernement".<sup>1</sup> Le recours fut rejeté.

---

1. *Injustiça*, p. 190.

Peu à peu, la situation financière de Mendes se détériora. Toute la famille avait un dossier politique et était sur la liste noire. Angelina mourut en 1948, à l'âge de 59 ans. Elle ne regretta jamais la décision prise avec son mari. Sans avenir dans le Portugal de Salazar, les fils de Mendes durent émigrer, la majorité choisissant les États-Unis comme nouvelle patrie. Mendes s'endetta et fut réduit un temps à brûler les portes d'un bâtiment de sa propriété pour se chauffer. Il mourut le 3 avril 1954 à l'Hôpital du Troisième Ordre, à Lisbonne, une clinique gratuite dirigée par des franciscains. Après sa mort, son château fut vendu aux enchères pour dettes non payées.

Aux États-Unis, les fils de Mendes luttèrent durant quatre décennies pour la reconnaissance internationale des actes héroïques de leur père et pour sa réhabilitation au Portugal. Les premiers actes de reconnaissance vinrent de l'État d'Israël qui déclara Mendes Juste parmi les Nations en 1967 et citoyen honoraire en 1987. Cette même année, à l'instar de plusieurs États américains, la Chambre des députés et le Sénat des États-Unis reconnurent officiellement l'héroïsme du diplomate portugais. Le gouvernement canadien suivit l'exemple américain. Sous pression du Congrès américain, le gouvernement portugais se dépêcha de réhabiliter Mendes. La première reconnaissance française, par Jacques Chaban-Delmas et la ville de Bordeaux, eut lieu en 1992.

Qu'aurait pensé Mendes de tous ces hommages ? Il en aurait été sûrement gêné. De retour à Lisbonne en 1940, Mendes eut plusieurs conversations avec le rabbin Kruger. Celui-ci lui fit part de la tristesse qu'il ressentait à cause de l'injustice dont Mendes était la victime. "Si tant de Juifs peuvent souffrir à cause d'un catholique (Hitler), demanda Mendes, n'est-il pas permis pour un catholique de souffrir pour tant de Juifs ?!"

"Je n'ai pas pu agir autrement", conclut Mendes, "donc j'accepte avec amour tout ce qui m'est arrivé<sup>2</sup>."

---

1. Témoignage de Chaim Kruger à Yad Vashem.

2. *Ibid.*